



lementaire ait été installé à la suite des élections de mai 2003. La nuance ? Le dossier BHV empoisonnera les négociateurs du... prochain accord de gouvernement, au lendemain des élections de mai 2007. A ce moment, BHV fera partie d'un volumineux paquet de points à débattre (ce qui facilite le donnant-donnant), et le monde politique aura quatre ans pour faire oublier les inévitables imperfections de l'accord.

Spirit, le « coupable » idéal

Le petit parti flamand Spirit a coulé le projet d'accord présenté par Guy Verhofstadt, qui avait l'aval des francophones. Il a hésité, organisé des fuites dans la presse, puis, finalement, quitté la table des négociations. Né en 2001, sur les ruines de la Volksunie, ce parti nationaliste allié au SPA (socialiste) ne voulait pas se compromettre. Les autres formations de la majorité auraient-elles approuvé le texte ? Pas sûr ! Spirit a soulagé le VLD et surtout le SPA, très hésitant également. Devant leur opinion publique, ceux-ci auraient été taxés de « mauvais Flamands ».

Le compromis avorté avait le mérite de sortir le gouvernement fédéral de l'ornière. Mais il aurait été sévèrement combattu par les Flamands, tant il faisait, à leurs yeux, la part belle aux intérêts francophones. Unis, résolus, non-demandeurs, les partis francophones ont failli gagner la montre en or. Les seuls acquis des Flamands : une scission symbolique de BHV, qui n'en était pas une, ainsi que le statu quo territorial (pas question d'élargir Bruxelles !). Les partis francophones, eux, étaient sur le point d'améliorer le sort des habitants (francophones) de la périphérie bruxelloise. Dans les six communes à facilités linguistiques (Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse, Wemmel et Wezembeek-Oppem), le bénéfice semblait évident. Maintien du droit de voter à la Chambre pour des candidats francophones de Bruxelles (les ténors de l'arrondissement), suppression de l'obligation de réclamer chaque document administratif en français (grâce au retrait des fameuses

circulaires Peeters et consorts), extension des prérogatives de la Communauté française dans des matières aussi sensibles que l'enseignement ou la culture... en plein territoire flamand. La situation aurait été moins avantageuse pour la minorité francophone des autres communes de Hal-Vilvorde ; mais, dans certaines d'entre elles, le droit de voter à Bruxelles aurait été provisoirement maintenu. L'essentiel était sauf, pour les francophones : maintenir et même renforcer le lien entre Bruxelles et sa périphérie. Au passage, la Région bruxelloise aurait été refinancée et les règles de bilinguisme y auraient été assouplies pour faciliter l'accès des francophones aux emplois dans la fonction publique. Désormais, tout est à recommencer...

Avis de tempête en Flandre

De vives tensions vont secouer le gouvernement de la Région flamande. De manière surprenante, en juillet 2004, il avait considéré la scission de BHV comme l'une de ses priorités. Une prérogative fédérale ! Cet échec en rase campagne permettra aux extrémistes du Vlaams Belang de pavoiser. Quant aux partis démocratiques flamands, forcés de s'allier l'an passé pour empêcher l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, ils devront bien vivre avec cette déconvenue. Tous les regards sont focalisés sur les sociaux-chrétiens du CD&V (l'ex-CVP). Ce parti croupit dans l'opposition à l'échelon fédéral – à sa demande, il n'a pas participé aux discussions sur BHV –, mais il assume de lourdes responsabilités en Région flamande. Yves Leterme, son nouvel homme fort, y occupe le poste de ministre-président. La montée du CD&V au gouvernement fédéral est moins que jamais à l'ordre du jour. Libéraux et socialistes n'en veulent pas. Le CD&V lui-même attend d'improbables élections anticipées pour débarquer Guy Verhofstadt. Même s'il en avait envie, il ne peut saborder le gouvernement régional flamand : l'extrême droite est la seule alternative. Peut-il participer à l'exécutif flamand comme si rien ne s'était passé, poursuivre sa réforme fiscale, prendre de délicates mesures sociales, par exemple ? Ces dernières semaines, des députés du CD&V et de la N-VA, son allié nationaliste radical, ont refusé de voter des projets de la majorité, sous prétexte que la scission de BHV restait en rade. On n'a pas fini de parler de ce dossier soi-disant mis au frigo... ●

Isabelle Philippon et Philippe Engels